

La chance paradoxale de la Suisse

Le pays devrait bénéficier d'un recentrage sur lui-même. Le scrutin du 9 février permet l'élaboration d'un projet identitaire commun.

Bernard Wicht enseigne la stratégie à l'Université de Lausanne. L'originalité de sa démarche se reflète dans ses ouvrages, notamment dans l'*Europe Mad Max*. Sa réaction au vote du 9 février est tout aussi originale: les sociétés qui se ferment, au moins dans une certaine mesure, sont les gagnantes dans un monde globalisé où chaque société a besoin de ses repères.

Comment analyser le vote du corps électoral suisse?

On constate les mêmes réactions qu'en 1992: peur de l'Europe et d'un affaiblissement économique du pays, crainte d'assister à des délocalisations. Mais si on pouvait avancer de tels arguments à l'époque dans le contexte du marché unique, la perspective n'est plus la même car, l'espoir d'un renouveau inspiré par l'Europe fait défaut. Un quart de siècle plus tard, les promesses du marché unique ne se sont pas concrétisées et l'UE se trouve dans une position critique. L'Europe a créé l'euro pour être indépendante du dollar, et elle est maintenant livrée aux fluctuations des marchés financiers globalisés, ce qui est l'inverse de l'objectif poursuivi.

Vous proposez une nouvelle approche de la situation créée par le vote du 9 février...

C'est une situation de paradoxe. C'est un élément d'analyse forgé par les stratèges: dans les sociétés complexes, il arrive souvent qu'une décision prise en vue d'un objectif aboutisse à des fins contraires. En 1992, les attentes projetées sur l'Europe étaient lé-

gitimes et la décision de refuser l'EEE aurait logiquement dû mener à un appauvrissement de la Suisse. Même s'il n'en a rien été, on assiste pourtant aujourd'hui aux mêmes commentaires qu'en 1992.

N'est-ce pas précisément parce l'UE est en difficulté qu'elle pourrait se montrer agressive à l'égard de la Suisse?

C'est vrai qu'une institution en difficulté aura plus tendance à se monter sévère. Si les Suisses qui peuvent maintenant passer dans la file rapide des aéroports européens se retrouvent à faire la queue avec les non-Européens, ce sera une mauvaise surprise. Mais cela ne doit pas faire oublier que l'analyse se situe à un niveau plus large: la Suisse pourrait se voir refuser l'accès à des partenariats européens mais le monde est plus vaste, il est devenu global et, à ce niveau par exemple, notre pays est le seul du monde occidental à avoir des échanges excédentaires avec la Chine.

Il reste que si l'on s'en tient à des considérations économiques, le oui du 9 février est hasardeux, tout comme l'a été le non du 6 décembre 1992.

L'EEE n'a pas été rejeté pour des raisons économiques, mais identitaires et culturelles. En Suisse alémanique, la relation avec l'Allemagne a joué un rôle.

Pourtant l'Allemagne est plus que jamais le moteur de l'économie européenne...

Elle a retrouvé son leadership en Europe en acceptant de préca-



BERNARD WICHT. Les sociétés qui se ferment dans un monde globalisé finissent par être gagnantes.

ser la moitié de sa population active qui vit dorénavant avec des contrats de durée limitée et des salaires de 1200 euros par mois. Il ne faut pas croire que les Suisses vont aller travailler en Europe à de telles conditions. En Suisse même, la population se voit imposer un dumping salarial sous couvert de la libre-circulation.

Malgré ses inconvénients, la libre-circulation n'a-t-elle pas pour avantage de promouvoir les échanges culturels et finalement l'innovation?

Vous parlez de la théorie selon laquelle le mélange des cultures serait le premier facteur d'innovation. C'est effectivement l'opinion dominante. Mais des études récentes font ressortir l'inverse: les sociétés qui se ferment sont les gagnantes de la mondialisation. Un bon exemple est celui d'Israël qui est le pays des start-up dans les domaines des technologies de l'information. Pourtant, c'est un pays en guerre avec ses voisins, mais cela semble être un élément de stimulation. Une grande partie de la population pense, peu importe de savoir si c'est à tort ou à raison, que le pays est menacé de destruc-

tion. Or, ce sentiment crée une incitation forte à chercher et à innover.

En Europe, l'ouverture est la clé du succès.

Les régions européennes les plus dynamiques ne sont pas les plus ouvertes (en termes identitaires): il y a par exemple l'Italie du Nord qui est très populiste ce qui n'empêche pas ses entreprises d'être fortement engagées dans la mondialisation. Autre exemple, celui de la Flandre qui est l'une des rares régions dynamiques d'Europe et où l'on observe le même phénomène, à savoir l'existence d'un fort mouvement nationaliste. On pourrait aussi parler de la Catalogne.

Ces cas sont un paradoxe par rapport aux idées admises en la matière. On ne peut donc se contenter de les analyser en termes de repli sur soi, c'est beaucoup trop court. Car dans une société totalement globalisée, on assiste à une perte de repères: d'où la nécessité d'un projet identitaire commun. La Suisse se situe certainement dans ce cas de figure. Les «sociétés qui se ferment gagnent», ce qui ne veut pas dire s'isoler mais se réunir autour d'une identité forte.

L'identité forte explique-t-elle le succès de la Suisse?

Il y a aussi certains choix faits par les Suisses qui expliquent pourquoi elle ne s'en sort pas trop mal. Ce n'est pas à cause du secret bancaire puisque les banques ne représentent que 6% à 8% du PIB. Il y a surtout la formation professionnelle privilégiée par 70%

d'une classe d'âge, ce qui nous a valu les critiques de l'OCDE. Mais cette priorité fait que l'on forme des jeunes qui trouvent du travail. Il y a aussi le fait qu'on préfère investir dans les emplois et la création d'entreprises plutôt que dans la pression fiscale. Ces choix ont toujours été validés par le peuple, par exemple lors de l'initiative 1 à 12.

La Suisse n'a-t-elle pas bénéficié de la libre-circulation? Après tout, la croissance s'est accélérée après l'adoption des accords bilatéraux.

Le succès de la Suisse ne peut être analysé seulement en termes de croissance économique. Le succès d'un pays vient de différents facteurs. Il y a le niveau d'éducation, mais aussi le sentiment d'appartenance et la solidarité qui va avec. Il y a aussi la liberté qui, rappelons-le, demeure un des principaux ressorts de la dynamique capitaliste.

Tout de même, la Suisse n'est-elle pas plus vulnérable qu'en 1992?

En 1992, on a décidé de ne pas adhérer et maintenant de se retirer. Que va faire l'Europe, c'est une vraie question. Il faut aussi se demander dans quelle mesure le gouvernement va s'excuser du vote des citoyens au lieu d'assumer la décision prise. Tant qu'on peut voter et que le gouvernement respecte les décisions du peuple, la Suisse a un moteur solide.

INTERVIEW:

MOHAMMAD FARROKH